

EC11 – Macro-économie

Examen final

Département humanités

Automne 2017

Durée de l'examen : 02h00 - **Aucun document autorisé** - **Salle : P239**

Veillez à la présentation générale de votre copie, à sa lisibilité, ainsi qu'à sa qualité orthographique.

Nom :

Prénom :

Partie 1 : QCM (5 points)

- Cochez la case correspondant à la ou les bonne(s) réponse(s). (0,5 point par question avec toutes les bonnes réponses)

Merci de votre contribution pour l'élaboration de ce QCM !

Question 1 : Quels sont les principaux enjeux de la macro-économie ?

- La croissance
- Les politiques de la concurrence
- La stratégie des entreprises
- Le niveau de l'épargne nationale

Question 2 : Parmi ces éléments quels sont ceux qui concernent la macro-économie ?

- Inflation
- La baisse des salaires dans certaines industries
- Le prix d'un produit
- Le PIB

Question 3 : A quoi sert l'indice des prix à la consommation

- A donner une vision précise de l'évolution des prix
- A mesurer la qualité des biens de consommation
- A évaluer la structure de consommation des ménages
- A mesurer l'inflation dans une période donnée

Question 4 : La notion d'élasticité prix mesure :

- La variation de la demande d'un bien suite à la variation de son prix
- La variation de la demande d'un bien suite à la variation du prix des autres biens
- La variation de l'offre d'un bien suite à la variation de son prix
- La variation de l'offre d'un bien suite à la variation du prix des autres biens

Question 5 : Le taux d'épargne correspond à :

- Epargne brute / FBCF (Formation brute de capital fixe)
- FBCF / Epargne brute
- Epargne brute / Valeur ajoutée brute
- Epargne brute / Revenu disponible brut

Question 6 : Selon l'analyse Néo-classique, la demande de loisir :

- Est une des variables de la fonction d'utilité de consommateur
- Est le complément de l'offre de travail
- N'est pas analysée par l'analyse Néo-classique mais par les Keynésiens
- Entraîne une rigidité du salaire à la baisse

Question 7 : Selon l'analyse Néo-classique, que faut-il faire pour résorber le chômage ?

- Accepter un certain degré d'inflation
- Baisser le salaire nominal
- Inciter les entreprises à investir
- Baisser le salaire réel

Question 8 : Selon la loi de Engel, les dépenses alimentaires augmentent ____ que le revenu (lois de Engel)

- Aussi vite
- Plus vite
- Moins vite
- Aucun lien entre les deux

Question 9 : Qu'est-ce qui contribue à l'augmentation du pouvoir d'achat ?

- Le chômage
- L'augmentation du revenu
- Hyperinflation
- Déflation

Question 10 : Parmi les propositions suivantes, quels sont les emplois des ménages ?

- La consommation
- Les salaires
- L'épargne
- Les dividendes

Partie 2 : Questions de cours (5 points)

Question 1 (1 point):

Quelle est la différence entre service marchand et service non-marchand ?

Question 2 (1 point) :

Qu'est-ce que la monnaie fiduciaire ? Qui l'émet ?

Question 3 (2 points):

Dans le pays 1, la population en âge de travailler représente 60 millions de personnes, les personnes ayant un emploi sont au nombre de 37,5 millions et les chômeurs de 4,5 millions. Après avoir défini les termes, calculer :

1. La population active
2. Le taux de chômage

Partie 3 : Analyse de document (11 points)

A partir du document 1 et de vos connaissances de cours, répondez aux questions suivantes :

1. Définissez les termes suivants : (2,5 points)

- Inflation
- Désinflation
- Déflation
- Revenu disponible
- Pouvoir d'achat

2. Quel terme permet de caractériser la période 2012 – 2015 ? Justifiez votre réponse (0,5 point)

3. Quel est l'objectif de la banque centrale européenne en matière de niveau d'inflation ? (1 point)

4. Sur la période oct-nov 2016 : (1 point)

a. Quel est le niveau général de l'inflation ?

b. Quels sont les 2 secteurs qui ont connu la plus forte variation des prix ?

5. Comment peut-on expliquer la reprise de l'inflation à partir de novembre 2016 ? Analyser les différents facteurs et leur impact sur le niveau d'inflation actuel. (3 points)

6. Quelles sont les conséquences sur l'économie de l'inflation ? (3 points)

Document 1 : Le retour de l'inflation sera l'un des changements marquants de 2017

GUILLAUME DE CALIGNON - LES ECHOS | LE 03/01/2017

En savoir plus sur https://www.lesechos.fr/03/01/2017/LesEchos/22353-012-ECH_le-retour-de-l-inflation-sera-l-un-des-changements-marquants-de-2017.htm#SEbz6Yq4mJOTDDvH.99

L'inflation en France

En %, glissement annuel de l'indice des prix à la consommation



Variation mensuelle par secteur, en %

Secteur	Oct.-nov. 2016	Oct.-nov. 2015
Energie	+ 0,9	- 0,5
Alimentation hors produits frais	+ 0,2	+ 0,1
Habillement et chaussures	+ 0,1	+ 0,2
Produits frais	+ 0,1	- 2
Autres produits manufacturés	- 0,1	- 0,1
Services de santé	- 0,2	- 0,1
Produits de santé	- 0,2	- 0,4
Transports et communications	- 1,4	- 1,6
Ensemble	0	- 0,2

« LES ÉCHOS » / SOURCE : INSEE

Avec la remontée des cours du pétrole, la hausse des prix devrait dépasser 1 % cette année, alors qu'elle a été quasi nulle en 2015 et 2016. Le pouvoir d'achat des ménages va s'en ressentir, mais l'impact sera limité.

L'inflation nulle ou presque, c'est fini. La hausse des prix devrait retrouver le chemin de la « normalité » en s'élevant au-dessus de 1 % en 2017 en France, si l'on en croit les économistes, alors qu'elle était proche de zéro ces deux dernières années. Ce n'est pas parce que la Banque centrale européenne (BCE) a fait tourner la planche à billets à plein ces dernières années, ni parce que les prix des biens manufacturés ou des services vont s'envoler. Mais du fait de la simple stabilisation des prix de l'énergie par rapport à l'an passé.

La remontée de l'inflation a d'ailleurs déjà commencé. Dans l'Hexagone, les prix ont grimpé de 0,5 % en novembre dernier par rapport au même mois de 2015 alors que les prix baissaient au printemps dernier sur douze mois. En Allemagne aussi, le mouvement est en cours. D'ailleurs, les investisseurs semblent avoir anticipé ce retour de l'inflation puisque les taux d'intérêt sur les marchés ont augmenté ces dernières semaines. La hausse du prix du baril de pétrole depuis un mois, qui se négocie désormais au-dessus de 55 dollars, va soutenir l'indice des prix, tout comme l'affaiblissement récent de l'euro face au dollar va renchérir les importations. « *Nous ne quittons pas seulement un monde de taux et d'inflation faibles, nous allons vers un monde où les taux d'intérêt vont converger vers des niveaux plus hauts et l'inflation se rapprocher des objectifs des banques centrales* », estiment les économistes d'AXA Investment Managers.

Certes, cette remontée devrait rester modérée dans beaucoup de pays et notamment en France où le chômage reste élevé, ce qui pèse sur les prix. D'autant que la baisse passée du prix du pétrole a tendance à se diffuser lentement à travers l'économie. Il n'y a donc pas de hausse conséquente des prix à prévoir a priori. Mais, même lente, la remontée de l'inflation devrait tout de même avoir des conséquences importantes sur la conjoncture.

Hausse des taux d'intérêt

D'abord sur le pouvoir d'achat. Celui-ci, tiré ces deux dernières années par la faiblesse de l'inflation, va marquer le pas. Les salaires ont peu de chances d'accélérer franchement en 2017, car leur évolution dépend, au moins en partie, de l'inflation passée et de l'importance du sous-emploi. Les prestations sociales, elles, ne seront que peu revalorisées, puisque l'inflation en 2016 a été quasi nulle. La consommation devrait s'en ressentir et moins jouer le rôle de moteur de l'activité que l'an passé, même s'il est probable que les Français puisent un peu dans leur bas de laine pour financer leurs achats. Ils ont en effet augmenté leur épargne l'an passé. Le retour de l'inflation n'en va pas moins peser sur les salaires réels et la demande des ménages.

Patrick Artus, le chef économiste de Natixis, voit aussi un autre risque qui découle du retour de l'inflation, celui de la hausse des taux d'intérêt à long terme. Celle-ci, si elle se poursuivait, pourrait freiner l'investissement et dégrader la solvabilité des emprunteurs. *« Si le redressement de l'investissement des entreprises ou en logements n'est pas clair, la hausse des taux d'intérêt à long terme peut compromettre la reprise. Ceci risque d'être le cas en Italie en particulier et aussi en France et en Allemagne »*, estimait-il dans une étude publiée le mois dernier.

Pour l'instant, les conjoncturistes n'y croient pas car d'autres moteurs existent, tels que les exportations ou encore une politique fiscale moins restrictive dans la zone euro. Et la BCE a l'intention de continuer à mener sa politique ultra-accommodante en 2017.